



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille treize, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
17 JUILLET 2013, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du
Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	5
Nombre de Conseillers présents	:	20
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	11 Juillet 2013
Date d'affichage du compte-rendu	:	22 Juillet 2013

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, Mme Michèle BEAUDOUIN,

Absents excusés : M. Marcel FOUQUET, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL

Absents non excusés : Mme Joëlle COLLIN, M. Bruno TREMAUDAN, M. Joël DESVAUX, Mme Chantal GUILLEMER

Pouvoirs : M. FOUQUET à M. LEBRET ; Mme CHAMPAGNAY à M. BADIGNON ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; Mme MOREL à Mme GIROUX ; Mme LEFOUL à M. LE BESCO

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. Alain COCHARD, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 13-90) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 13-91) Communauté de Communes – Composition du Conseil Communautaire suite à l'extension du périmètre de l'EPCI au 1^{er} Janvier 2014
- 13-92) Nouvelle composition du Conseil Communautaire après les élections municipales de Mars 2014
- 13-93) Vente de terrains en vue de la construction d'un pôle Santé – Modification des conditions de vente
- 13-94) Modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme
- 13-95) La Gaverière – Numérotage
- 13-96) La Repichère – Numérotage
- 13-97) Beaumont/Noë de Beaumont – Numérotage
- 13-98) Médiathèque – Désherbage des Collections
- 13-99) Médiathèque – Vente de livres après désherbage – Fixation du prix de vente des livres
- 13-100) Tarifs cantine – Rentrée scolaire 2013-2014
- 13-101) Location d'un logement communal – 8 bis Avenue des Cytises
- 13-102) Suppression de la régie de recettes – Cyber Commune
- 13-103) Suppression de la régie de recettes – jetons de chauffage
- 13-104) Suppression de la régie de recettes – photocopies
- 13-105) Suppression de la régie de recettes – halte-garderie
- 13-106) Création d'une régie de recettes – multi-accueil Ribambelle
- 13-107) Recettes provenant du produit des amendes de police relatives à la circulation routière – Répartition 2012 – Liste principale
- 13-108) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des marchés publics
- 13-109) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 13-110) Motion de soutien aux salariés de la filière automobile en Ille et Vilaine

13-90) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Alain COCHARD, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 19 Juin 2013 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

13-91) COMMUNAUTE DE COMMUNES - COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SUITE A L'EXTENSION DU PERIMETRE DE L'EPCI au 1^{er} JANVIER 2014

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n°2013-05-DELA-69, du 30 mai 2013, le Conseil Communautaire a approuvé le projet qui acte la liste des communes composant la Communauté de Communes Bretagne Romantique en y intégrant les nouvelles communes de Cardroc, St Brieuc des Iffs et les Iffs, à compter du 1^{er} janvier 2014, et le nombre de sièges attribués à ces nouvelles communes entrantes.

Description du projet :

Suite aux modifications du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale et à la dissolution de la Communauté de communes du Pays de Bécherel au 31 mai 2013, avec effet au 1^{er} janvier 2014, trois communes ont décidé de rejoindre la Communauté de Communes Bretagne Romantique.

Les statuts en vigueur de l'EPCI, en leur article 6, fixe les règles de répartition des sièges communautaires auprès des communes membres. Les trois nouvelles communes : ST BRIEUC DES IFFS, LES IFFS et CARDROC appartiennent à la strate de population de moins de 1000 habitants qui fixe le nombre de délégués à 2 élus titulaires par commune, plus 2 délégués suppléants.

Cette disposition est la règle en vigueur qui s'appliquera du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au renouvellement des conseils municipaux en 2014.

Il appartient au Conseil Communautaire d'acter la liste des communes composant la Communauté de communes Bretagne Romantique en y intégrant les 3 nouvelles communes à compter du 1^{er} janvier 2014 et le nombre de sièges attribués à ces nouvelles communes entrantes.

La représentation des 3 nouvelles communes entrantes portera le nombre de conseillers communautaires à 73 au 1^{er} janvier 2014 (67 actuellement) jusqu'au renouvellement des conseils municipaux en 2014.

Le conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité, a décidé de :

- PORTER, à compter du 1^{er} janvier 2014, de 24 à 27 communes le nombre de communes composant la Communauté de communes Bretagne Romantique en actant l'extension du périmètre aux communes de SAINT BRIEUC DES IFFS, LES IFFS et CARDROC ;

- ATTRIBUER conformément à l'article 6 des statuts en vigueur de l'EPCI, 2 sièges de titulaires plus 2 suppléants par commune entrante. Les présentes dispositions du nombre de représentants communaux au sein de l'assemblée communautaire prévalent jusqu'au renouvellement des conseils municipaux en mars 2014 ;
- AUTORISER Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

Selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du Conseil Communautaire, que les conseils municipaux des communes membres approuvent cette modification à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal d'en délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu la Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment l'article 60 et 83

Vu l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2012 autorisant l'extension du périmètre de la Communauté de Communes Bretagne Romantique aux communes de St Briec des Iffs, Les Iffs et Cardroc ;

Vu l'article L.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier les conditions et modalités de transformation des EPCI ;

Vu l'article L.5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délibération n°2013-05-DELA-69 du Conseil Communautaire en séance du 30 mai 2013 ;

DECIDE

- **DE PORTER**, à compter du 1^{er} janvier 2014, de 24 à 27 communes le nombre de communes composant la Communauté de Communes Bretagne Romantique en actant l'extension du périmètre aux communes de SAINT BRIEUC DES IFFS, LES IFFS et CARDROC ;
- **D'ATTRIBUER** conformément à l'article 6 des statuts en vigueur de l'EPCI, 2 sièges de titulaires plus 2 suppléants par commune entrante. Les présentes dispositions du nombre de représentants communaux au sein de l'assemblée communautaire prévalent jusqu'au renouvellement des conseils municipaux en mars 2014 ;
- **D'AUTORISER Monsieur le Maire** à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

13-92) NOUVELLE COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRES LES ELECTIONS MUNICIPALES DE MARS 2014

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la loi n° 2010-1563 du 16 Décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales (Loi RCT) prévoit de nouvelles règles relatives au **nombre** et à la **répartition** des sièges des communes au sein des conseils communautaires des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, destinés à s'appliquer après le prochain renouvellement des conseils municipaux en Mars 2014.

Cette réforme a pour conséquence principale une limitation du nombre de conseillers communautaires et de vice-présidents. Le Conseil Communautaire est composé actuellement de **67** sièges. Il sera composé de **73** sièges au 1^{er} Janvier 2014 avec l'entrée des communes de Cardroc, Les Iffs et Saint Briec des Iffs.

Les règles de répartition des sièges au sein des nouveaux EPCI sont basées sur trois principes généraux :

- La répartition doit tenir compte de la population de chaque commune
- Chaque commune dispose d'au moins un siège
- Aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges

L'article L 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) fixe le droit commun et détermine les modalités selon lesquelles doivent être fixés le nombre et la répartition des sièges. Au terme de cet article, le nombre de conseillers communautaires de l'organe délibérant des communautés de communes est désormais plafonné et la répartition des sièges entre les communes fait l'objet d'un droit d'option entre :

- Une procédure de droit commun
ou
- Une procédure reposant sur un accord local

La méthode de répartition des sièges du Conseil Communautaire est la suivante :

- a) Les sièges du tableau fixés selon la taille démographique de la communauté de communes (strate entre 30 000 et 39 000 hab. : **34 sièges**) et répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne ;
- b) Les sièges de droit octroyés automatiquement aux communes membres qui n'ont pas obtenu de sièges suite à la répartition en a). La communauté de communes bénéficie de **11 sièges** de droit ;

- c) Un volant supplémentaire de 10 % car le nombre de sièges de droit est supérieur à 30 % du nombre de sièges du tableau (soit **4 sièges** supplémentaires), **à défaut d'accord local** (soit $34 + 11 + 4 = 49$ sièges) ;
 - d) Ce plafond peut être majoré de 25 % maximum **dans le cadre d'un accord local** (soit $34 + 11 = 45 \times 1,25 \% = 56$ sièges.)
- **La répartition par accord local** doit être adoptée à la majorité qualifiée des communes (accord de la moitié des conseils municipaux représentant les 2/3 de la population totale ou l'inverse).

Le Conseil communautaire disposerait ainsi de **56 sièges** lors du prochain Conseil Communautaire en Mars 2014.

- **La répartition mécanique à défaut d'accord local** : Dans ce cas, la composition de l'organe délibérant est arrêtée par le représentant de l'Etat selon les modalités de l'article L 5211-6-1, alinéas I et II.

Le Conseil communautaire disposerait ainsi de **49 sièges** lors du prochain Conseil Communautaire en Mars 2014.

La Communauté de Communes Bretagne Romantique a organisé deux réunions au sujet de cette réforme et plus particulièrement des nouvelles modalités de composition du conseil communautaire. L'une a eu lieu en bureau le 14 Mai 2013 et l'autre en assemblée générale le 5 Juin 2013.

Plusieurs scénarios ont été envisagés :

- 1) Attribution des sièges selon la répartition des sièges du tableau et de droit et de 25 % de sièges supplémentaires selon la plus forte moyenne
- 2) Attribution des sièges selon la répartition des sièges du tableau et de droit et de 25 % de sièges supplémentaires selon la plus forte moyenne uniquement pour les communes de + de 1 000 habitants
- 3) Répartition des sièges selon strates de population :
 - a. Communes de 0 à 1000 hab : 1 délégué titulaire et 1 suppléant
 - b. Communes de 1001 à 2000 hab : 3 délégués titulaires
 - c. Communes de 2001 à 3000 hab : 4 délégués titulaires
 - d. Communes de 3001 à 4000 hab : 5 délégués titulaires
 - e. Communes de plus de 4001 hab : 8 délégués titulaires

4) Répartition des sièges selon strates de population :

- a. Communes de 0 à 1000 hab : 1 délégué titulaire et 1 suppléant
- b. Communes de 1001 à 1500 hab : 2 délégués titulaires
- c. Communes de 1501 à 2500 hab : 3 délégués titulaires
- d. Communes de 2501 à 3000 hab : 5 délégués titulaires
- e. Communes de 3001 à 3500 hab : 6 délégués titulaires
- f. Communes de plus de 3500 hab : 9 délégués titulaires

La proposition d'accord local préconisée par la Communauté de Communes est celle du scénario n° 3.

Ce scénario favorise les communes intermédiaires (7 communes sur 27). Les petites communes (17) sont pénalisées par rapport à leur taux de représentativité. Quant aux plus grandes communes (3), elles ne voient pas leur représentativité évoluer.

- Considérant la nécessité d'améliorer la représentation des communes membres en prenant en compte leur poids démographique,
- Considérant la nécessité, face à l'agrandissement des périmètres des communautés, de fixer des plafonds pour limiter le nombre de conseillers communautaires et éviter ainsi la lourdeur de l'institution (but initial de la réforme),

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de retenir la répartition de droit commun (sans accord local), soit donc **49 sièges**.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** de retenir la répartition de droit commun, soit donc **49 sièges**, répartis de la façon suivante :

Répartition des sièges selon la procédure de droit commun

Communes	Pop. municipale 1er janv.2013	Attribution des sièges du tableau à la proportionn elle	Répartition des 14 derniers sièges du tableau à la plus forte moyenne	Octroi d'un siège de droit aux communes qui n'ont pas obtenu de siège	Répartition du volant sup. de 10% (4 sièges) à la plus forte moyenne	TOTAL (répartition des 49 sièges - sans accord)
La Baussaine	623			1		1
Bonnemain	1 377	1			1	2
La Chapelle aux Filtz.	764		1			1
Cardroc	525			1		1
Combourg	5 637	5	2		1	8
Cuguen	784		1			1
Dingé	1 580	1	1			2
Hédé-Bazouges	1 940	2				2
Lanhélin	957	1				1
Lanrigan	138			1		1
Les Iffs	264			1		1
Longaulnay	614			1		1
Lourmais	322			1		1
Meillac	1 730	1	1			2
Plesder	708	-	1			1
Pleugueneuc	1 659	1	1			2
Québriac	1 469	1	1			2
Saint-Brieuc-des-Ifs	363			1		1
Saint-Domineuc	2 242	2	1			3
Saint-Léger-des-Prés	232			1		1
Saint-Pierre-de-Plesg.	2 650	2	1		1	4
Saint-Thual	749	-	1			1
Tinténiac	3 373	3	1		1	5
Trémeheuc	366			1		1
Tressé	340			1		1
Tréverien	840		1			1
Trimer	177			1		1
TOTAL		20	14	11	4	49

13-93) VENTE DE TERRAINS EN VUE DE LA CONSTRUCTION D'UN POLE SANTE – MODIFICATION DES CONDITIONS DE VENTE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 13-61 en date du 30 Avril 2013, le Conseil Municipal a décidé de répondre aux besoins de différents professionnels de santé en leur proposant la vente d'une partie du terrain communal

situé à proximité du foyer-logement, lieu dénommé depuis « Place des Sœurs de la Providence ».

Depuis, les professionnels de santé intéressés ont fait connaître leurs besoins en termes de surface, à savoir :

- **SCI « LE LAC TRANQUILLE »**, elle-même constituée de la SARL « LA CHAUSSEE DU LAC », représentée par Madame Chantal JORET, la SARL « BIELIK » représentée par Monsieur Pierre BLOUET, la SARL « CERELE », représentée par Monsieur Jean-David ENAUD, pour l'acquisition d'un terrain nécessaire à la construction d'un cabinet médical, **pour une surface de 421 m²**.
- **SCI MSM**, elle-même représentée par Madame Mélanie CHAPRON et la SCI NICOLAS A, représentée par Monsieur Anthony NICOLAS pour l'acquisition d'un terrain nécessaire à la construction d'un cabinet d'infirmières, **pour une surface de 96 m²**
- **Monsieur Guillaume LEBRANCHU**, pour l'acquisition d'un terrain nécessaire à la construction d'un cabinet de kinésithérapie, **pour une surface de 214 m²**
- **SCI des Etoiles**, représentée par Madame Dominique DUFIEF pour l'acquisition d'un terrain nécessaire à la construction d'un cabinet de kinésithérapie, **pour une surface de 78 m²**
- **SCI ERIN**, représentée par Madame Corinne LELIEVRE, pour l'acquisition d'un terrain nécessaire à la construction d'un cabinet dentaire, **pour une surface de 108 m²**

En vue de la signature des compromis de vente, il y a lieu de préciser les conditions de vente et notamment l'engagement des acquéreurs à l'égard de la commune. Il sera donc proposé que l'acquéreur prenne, dans l'acte authentique de vente, l'engagement d'affecter les bâtiments édifiés à un usage médical ou paramédical, pendant une durée de 12 ans, sauf cas de modification substantielle des modalités d'exercice médical ou paramédical résultant d'une réglementation de l'exercice de ces professions ou de la couverture de l'assurance maladie.

A l'issue de cette durée, les bâtiments devront être affectés à un usage médical ou paramédical, ou à usage de bureaux ou à l'exercice d'une profession libérale.

Toute autre affectation devra tenir compte des contraintes du Plan Local d'Urbanisme.

Cette condition s'imposera également en cas de modification substantielle des modalités d'exercice médical ou paramédical pendant la durée initiale de 12 ans.

Le cahier des charges, établi par le Notaire, sera déposé par la Commune aux frais de l'ensemble des acquéreurs du Pôle Santé. Il reprendra les conditions de vente énoncées ci-dessus.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'entériner ces conditions de vente telles que précisées ci-dessus
- d'autoriser le Maire à signer le cahier des charges précité
- d'autoriser le Maire à signer les compromis de vente avec les professionnels de santé précités
- de confirmer les autres conditions prises lors du Conseil Municipal du 30 Avril 2013, à savoir :
 - D'autoriser les cinq ventes de terrain énoncées ci-dessus, au prix de 25,50 € m² (viabilisation comprise), étant précisé que ce prix est conforme à l'estimation des Domaines. L'ensemble des frais liés à cette cession sera pris en charge par les acquéreurs (frais de bornage et actes notariés)
 - De missionner le Cabinet de géomètres LETERTRE pour établir les documents d'arpentage et l'Office Notarial de Combours pour l'établissement des actes notariés
 - D'autoriser le Maire à signer les pièces nécessaires à ces transactions.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces propositions.

13-94) MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DU DOSSIER DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié le 1^{er} avril 2008.

Une procédure de modification simplifiée du P.L.U. doit être engagée pour la correction d'une erreur matérielle (article L.123-13-3 du code de l'urbanisme).

Cette procédure ne comporte pas d'enquête publique mais la mise à disposition au public d'un dossier dans lequel figure les éléments afférents.

En effet, le P.L.U. en vigueur a inscrit en zone A une maison d'habitation qui n'a pas de vocation agricole (pas d'exploitation agricole) au lieu-dit « la Croix Aubin ».

Pour cette habitation existante, un classement en zone NPb permettrait notamment l'aménagement et la restauration des constructions existantes avec ou sans changement de destination ainsi qu'une extension à concurrence de 50 % maximum

de leur emprise au sol, plafonnés à 100 m² au total, ou la construction d'annexes sur une même unité foncière.

Néanmoins, ce classement en zone NPb exclurait la construction d'une nouvelle habitation.

Rappel de la procédure :

- le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnés aux I et III de l'article L. 121-4 doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

A l'issue de la mise à disposition, le maire en présente le bilan devant le conseil municipal, qui doit délibérer et adopter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de modification simplifiée du PLU et sa mise à disposition au public
- d'autoriser le Maire à mettre en place cette procédure dans le contexte réglementaire évoqué

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces propositions.

13-95) LA GAVERIERE – NUMÉROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle que la Municipalité a été saisie par les services de la Poste qui souhaitent que la ville poursuive le numérotage des villages et des hameaux en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans les meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

- | | | | |
|---|-------------------|---------------------------------------|-------|
| - | Section F n° 1619 | Mme Jacqueline BELIX | N° 02 |
| - | Section F n° 1619 | Mme Jacqueline BELIX | N° 04 |
| - | Section F n° 1620 | Mme Jacqueline BELIX | N° 06 |
| - | Section F n° 1620 | Mme Jacqueline BELIX (réhabilitation) | N° 08 |
| - | Section F n° 1150 | M. André CLAVIER (réhabilitation) | N° 10 |
| - | Section F n° 1150 | M. André CLAVIER | N° 12 |
| - | Section F n° 1146 | M. André CLAVIER | N° 14 |

Numéros impairs :

- | | | | |
|---|-------------------|--------------------|-------|
| - | Section F n° 1167 | M. Pascal JOUQUAND | N° 01 |
| - | Section F n° 1168 | M. Pascal JOUQUAND | N° 03 |

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de la Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes des Administrations.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces propositions.

13-96) LA REPICHERE – NUMÉROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de la Poste qui souhaitent que la ville poursuive le numérotage des villages et des hameaux en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans les meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

- | | | | |
|---|-------------------|-----------------------------------|-------|
| - | Section F n° 827 | M. et Mme Jean FAURY | N° 02 |
| - | Section F n° 999 | M. Henri CLAVIER | N° 04 |
| - | Section F n° 999 | M. Henri CLAVIER (réhabilitation) | N° 06 |
| - | Section F n° 1000 | M Mme Bruno et Aurore POIRIER | N° 08 |

Numéros impairs :

- | | | | |
|---|-------------------|---|-------|
| - | Section F n° 990 | Mme Marie-Thérèse LEHOUX | N° 01 |
| - | Section F n° 990 | Mme Marie-Thérèse LEHOUX (réhabilitation) | N° 03 |
| - | Section F n° 988 | M. Henri CLAVIER (réhabilitation) | N° 05 |
| - | Section F n° 988 | M. Henri CLAVIER | N° 07 |
| - | Section F n°1004 | M. Guillaume COMMEAT (réhabilitation) | N° 09 |
| - | Section F n° 1005 | M. Guillaume COMMEAT | N° 11 |

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour

information, il est rappelé que les services de la Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes des Administrations.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces propositions.

13-97) BEAUMONT /NOE DE BEAUMONT– NUMÉROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de la Poste qui souhaitent que la ville poursuive le numérotage des villages et des hameaux en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans les meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

-	Section E n° 1015	M. et Mme Raymond JOUBERT	N° 02
-	Section E n° 1173	M. Yves JOUBERT (Réhabilitation)	N° 04
-	Section E n°1356	M. Jean-François POMMERET	N° 06
-	Section E n°1356	M. Jean-François POMMERET	N° 08
-	Section E n° 1174	M. Yves JOUBERT	N° 10
-	Section E n° 1357	M. Florian DUGAS	N° 12
-	Section E n° 1366	M. et Mme Olivier PLANQUE	N° 14
-	Section E n° 1388	M. et Mme Fabrice HAMON	N° 16
-	Section E n° 1388	M. et Mme Fabrice HAMON (réhabilitation)	N° 18
-	Section E n° 538	M. et Mme Christophe FLECHARD	N° 20
-	Section E n° 535	M. et Mme Albert CLOLUS	N° 22
-	Section E n° 541	M. Joseph PELHERBE	N° 24
-	Section E n° 365	M. et Mme Alain SAMSON	N° 26

Numéros impairs :

-	Section E n° 506	M. DAUFIN	N° 01
-	Section E n° 502	M. et Mme Michel LEFOURN (réhabilitation)	N° 03
-	Section E n° 502	M. et Mme Michel LEFOURN	N° 05
-	Section E n° 498	Mme Marie-Ange LEMAITRE	N° 07
-	Section E n° 483	M. Patrice PRIOUL	N° 09
-	Section E n° 1387	Mme Denise MADDOCKS	N° 11
-	Section E n° 1387	Mme Denise MADDOCKS (réhabilitation)	N° 13
-	Section E n° 1386	M. et Mme Armando DE SOUSA CARVALHO	N° 15

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de la Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes des Administrations.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces propositions.

13-98) MEDIATHEQUE – DESHERBAGE DES COLLECTIONS

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe à l'enfance, à l'enseignement, à la culture et à la communication.

Madame QUEVERT expose au Conseil Municipal qu'un projet documentaire établi par la médiathèque et portant sur un renouvellement en profondeur de ses collections imprimées, a été validé par le Centre national du livre (CNL) qui aidera, à hauteur de 50 %, ces nouvelles acquisitions.

Le choix de 2250 nouveaux livres, toutes disciplines confondues, établi par les services de la médiathèque et la Commission Culture, vise à remplacer des documents usés, obsolètes ou ne correspondant plus aux intérêts du public.

Il est à préciser que les opérations dites de « désherbage » des collections de la médiathèque ont été rares et limitées. Aussi, ce sont plusieurs centaines de documents, certains datant de plus de vingt ans, qui ont été identifiés par l'équipe de la médiathèque comme susceptibles d'être retirés du fonds.

Dans ce cas de figure, il est courant de proposer ces ouvrages, du moins ceux en bon état, en don aux autres structures municipales (type Foyer Logement, crèches, scolaires, etc.), voire aux antennes caritatives locales (type Restos du Cœur, Secours catholique, etc.). Le reste peut être vendu à prix symbolique, à l'occasion d'une braderie par exemple, à l'exception des ouvrages issus de dons qui seront aiguillés vers les structures municipales et caritatives précitées.

Sur avis favorable de la Commission Culture réunie le 25 juin 2013, Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal :

- De valider la liste des documents retirés des collections de la médiathèque municipale ;

- De proposer ces documents en priorité aux organismes municipaux susceptibles d'être intéressés, à savoir : le Foyer logement, les responsables scolaires, les puéricultrices, à titre gracieux ;
- De réserver le reste de ces ouvrages pour la braderie qui se tiendra le 25 juillet 2013 à Combourg ; la vente sera réalisée par les agents de la médiathèque nommés régisseurs (principal et adjoint)
- De valider la destruction des livres qui n'auraient pas trouvé preneurs, ni parmi les organismes précités, ni au cours de la braderie du 25 juillet.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces propositions.

13-99) MEDIATHEQUE - VENTE DE LIVRES APRES DESHERBAGE – FIXATION DU PRIX DE VENTE DES LIVRES

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre du renouvellement en profondeur de ses collections, la médiathèque va extraire plusieurs centaines de livres obsolètes, ayant perdu de leur intérêt ou peu lus de ses rayonnages (voir délibération n° 13-98 en date du 17 Juillet 2013 concernant le désherbage).

Un certain nombre de ces ouvrages, en relativement bon état, sera proposé à la vente lors de la braderie du 25 juillet 2013 organisée par le Comité des Fêtes.

Après avis favorable de la commission « finances » du 4 juillet 2013, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- De vendre ces livres au prix unitaire de l'euro symbolique.
- D'autoriser les régisseurs de la médiathèque à percevoir la somme de la vente de ces livres, le produit global sera encaissé dans la caisse du régisseur.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces propositions.

13-100) TARIFS CANTINE – RENTREE SCOLAIRE 2013-2014

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, comme chaque année, il convient de fixer les tarifs de la cantine pour l'année 2013-2014. Elle rappelle les modalités de fixation du prix de la Restauration Scolaire (décret n° 2006-753 du 29 Juin 2006), à savoir,

- d'une part, les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles, des écoles élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge (article 1)
- D'autre part, ces prix ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service, et y compris lorsqu'une modulation est appliquée (article 2)

Les tarifs appliqués pour l'année scolaire 2012-2013 étaient de :

Tarif « Enfant » 3,12 €

Tarif « Adulte » 5.78 €

Elle expose au Conseil Municipal que le prix de revient d'un repas (denrées alimentaires + personnel + frais de fonctionnement divers) a été établi à 5.78 €.

Après avis de la commission finances, réunie le 4 juillet 2013, Madame GIROUX propose d'appliquer une augmentation de 2% pour le tarif «Enfant » et de voter les tarifs de la restauration scolaire pour l'année scolaire 2013- 2014 qui seront applicables à partir de la rentrée scolaire, de la façon suivante :

Tarif « Enfant » 3.18 €

Tarif « Adulte » 5.78 € (égal au coût de revient)

D'autre part, la mise en place à la rentrée scolaire 2013-2014 des nouveaux rythmes scolaires, avec école le mercredi matin, aura pour conséquence l'ouverture de la cantine le mercredi midi aux enfants qui ne pourront quitter l'établissement qu'après le repas du midi, soit au plus tard à 13 heures.

Les élèves resteront dans l'établissement de 11h45 à 13h00, soit 1h15 après la fin des cours, temps pendant lequel les enfants prendront leur repas et seront gardés jusqu'à l'arrivée de leurs parents ou leur transfert à l'A.L.S.H. (Accueil de Loisirs Sans Hébergement)

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de fixer un tarif forfaitaire pour le **mercredi midi**, prix comprenant le repas plus un temps de garderie :

Tarif « Enfant » du mercredi 4.11 € (de septembre à décembre 2013)

Le tarif du mercredi midi étant identique à celui pratiqué par l'Accueil de Loisirs, sera revu en fin d'année avec les tarifs municipaux.

A l'issue de cet exposé, Monsieur HAMELIN exprime son opposition aux tarifs proposés pour la raison suivante : depuis plusieurs années, il a été décidé d'établir des tarifs différenciés pour les habitants de Combours et ceux des communes extérieures. Il indique que « c'est une pratique habituelle dans d'autres communes ».

Marylène QUEVERT intervient à son tour et partage cet avis. Elle exprime la nécessité de « sensibiliser les Maires des autres communes sur l'effort fait par Combours ».

Yolande GIROUX expose qu'elle-même a tenté de mettre en place cette différenciation de tarifs et qu'elle s'est heurté à d'autres points de vue.

Monsieur LE BESCO, pour sa part, mesure les difficultés engendrées pour les familles dont les Communes ne souhaiteraient pas prendre en charge la différence tarifaire.

Madame SAUVEE partage cet avis.

A l'issue des ces discussions, le Conseil Municipal s'exprime en faveur des tarifs proposés par 21 voix POUR et 4 voix CONTRE, ces tarifs entrant en vigueur à compter de la rentrée scolaire 2013-2014.

13-101) LOCATION D'UN LOGEMENT COMMUNAL – 8 bis Avenue des Cytises

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que la ville dispose d'un appartement sis à Combours, 8 Bis Avenue des Cytises, appartenant au domaine privé de la commune.

Par délibération n° 07-26 du 26 février 2007, cet appartement a été loué au Centre Médico Psycho Pédagogique (**C.M.P.P.**) à compter du 1^{er} avril 2007, quelques travaux avaient été entrepris par la commune dans cet appartement à la demande du C.M.P.P, notamment le démontage des appareils sanitaires de la salle de bains afin que le **C.M.P.P.** puisse aménager cette pièce en salle d'attente.

Par courrier en date du 15 février 2013, le C.M.P.P. a résilié son bail à la date du 31 mai 2013, dans l'objectif de sa future installation dans les nouveaux locaux du Centre Local Hospitalier (CLH) St Joseph de Combours.

Avant de quitter le logement du 8, bis Avenue des Cytises, le C.M.P.P. a redonné à la pièce servant de salle d'attente ses fonctions premières en installant de nouveaux appareils sanitaires en vue de sa transformation en salle de bains.

Vu la demande de l'I.M.E. (Institut Médico Educatif) La Passagère de Saint Malo en date du 8 avril 2013, qui souhaite reprendre le bail du C.M.P.P. dans les mêmes conditions à compter du 1^{er} septembre 2013, Madame GIROUX propose Conseil Municipal :

- De consentir à l'I.M.E. La Passagère de Saint Malo, à compter du 1^{er} septembre 2013, une location dans le logement sis au 8 bis, Avenue des Cytises 35270 Combours, moyennant un loyer annuel de 5 787 €, identique à celui pratiqué antérieurement, indexé sur l'indice INSEE de la construction.
- D'autoriser le Maire à signer le nouveau bail administratif à venir

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces propositions.

13-102) SUPPRESSION DE LA REGIE DE RECETTES - CYBER COMMUNE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder à une mise à jour des régies de recettes, notamment celle concernant le service « Cyber Commune ».

Elle propose au Conseil Municipal de supprimer la régie du service « **Cyber Commune** » à compter du 17 juillet 2013.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} avril 2008, portant délégation de compétence en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'alinéa 7, autorisant le maire à créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

Vu la délibération du 15 mars 1999 portant création d'une régie de recettes et d'avances pour le fonctionnement du service culturel « **Cyber Commune** »

Considérant que le service « **Cyber Commune** » n'a plus d'activité,

Après avis favorable de la commission « finances » du 4 juillet 2013,

- **DECIDE** de supprimer la régie du service « **Cyber Commune** » à compter du 17 juillet 2013
- **DONNE POUVOIR** au Maire pour signer tout acte utile à l'exécution de cette décision.

13-103) SUPPRESSION DE LA REGIE DE RECETTES - JETONS DE CHAUFFAGE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder à une mise à jour des régies de recettes, notamment celle concernant le service « Cyber Commune ».

Elle propose au Conseil Municipal de supprimer la régie du service « **Jetons de Chauffage** » à compter du 17 juillet 2013.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} avril 2008, portant délégation de compétence en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'alinéa 7, autorisant le maire à créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

Vu la délibération du 08 mars 1993 portant création d'une régie de recettes et d'avances pour le fonctionnement du service « **Jetons de Chauffage** »

Considérant que le service « **Jetons de Chauffage** » n'a plus d'activité,

Après avis favorable de la commission « finances » du 4 juillet 2013,

- **DECIDE** de supprimer la régie du service « **Jetons de Chauffage** » à compter du 17 juillet 2013
- **DONNE POUVOIR** au Maire pour signer tout acte utile à l'exécution de cette décision.

13-104) SUPPRESSION DE LA REGIE DE RECETTES - PHOTOCOPIES

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder à une mise à jour des régies de recettes, notamment celle concernant le service « Photocopies ».

Elle propose au Conseil Municipal de supprimer la régie du service « **photocopies** » à compter du 17 juillet 2013.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} avril 2008, portant délégation de compétence en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités

Territoriales, notamment l'alinéa 7, autorisant le maire à créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

Vu la délibération du 21 mars 1974 portant création d'une régie de recettes et d'avances pour le fonctionnement du service « **Photocopies** »

Considérant que le service « **Photocopies** » n'a plus d'activité,

Après avis favorable de la commission « finances » du 4 juillet 2013,

- **DECIDE** de supprimer la régie du service « **Photocopies** » à compter du 17 juillet 2013
- **DONNE POUVOIR** au Maire pour signer tout acte utile à l'exécution de cette décision.

13-105) SUPPRESSION DE LA REGIE DE RECETTES - HALTE-GARDERIE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder à une mise à jour des régies de recettes, notamment celle concernant le service « Halte-garderie ».

Elle propose au Conseil Municipal de supprimer la régie du service « **halte-garderie** » à compter du 17 juillet 2013.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} avril 2008, portant délégation de compétence en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'alinéa 7, autorisant le maire à créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

Vu la délibération du 22 février 1999 portant création d'une régie de recettes et d'avances pour le fonctionnement du service « **Halte-Garderie** »

Considérant que le service « **Halte-Garderie** » n'a plus d'activité depuis le mois de Novembre 2011, date à laquelle le service « Multi Accueil Ribambelle » a été créé,

Après avis favorable de la commission « finances » du 4 juillet 2013,

- **DECIDE** de supprimer la régie du service « **Halte-garderie** » à compter du 17 juillet 2013 **et de créer une nouvelle régie de recettes pour le Multi Accueil Ribambelle.**
- **DONNE POUVOIR** au Maire pour signer tout acte utile à l'exécution de cette décision.

13-106) CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES - MULTI ACCUEIL RIBAMBELLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que la création du service « **Multi Accueil Ribambelle** » nécessite la création d'une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'usage de ce nouveau service.

Elle propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, vu la réglementation en matière de régie de recettes et notamment :

- Le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18
- Le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs
- Le décret 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avance et des régies de recettes et d'avance des collectivités locales et des établissements publics
- L'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avance et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents

Vu l'avis favorable de Monsieur le Trésorier de Tinténac, Receveur municipal, en date du 2 juillet 2013,

Article 1^{er} : Il est institué une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'usage du service « **Multi Accueil Ribambelle** »

Article 2 : Cette régie est installée au Multi Accueil Ribambelle, Rue de Malouas à Combourg

Article 3 : La régie encaisse les droits d'usage du service « **Multi Accueil Ribambelle** » (compte 7066 – redevance des familles du budget SAPE: **S**ervice **A**ccueil **P**etite **E**nfance)

Article 4 : Les recettes définies à l'article précédent seront encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces
- Chèques bancaires ou postaux
- Chèques CESU

Article 5 : Un fonds de caisse de 15.54 euros est mis à disposition du régisseur par le receveur municipal

Article 6 : le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 200 euros

Article 7 : le régisseur, ou son suppléant, est tenu de verser au Receveur Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé par l'article 6 et au minimum une fois par mois. Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement mais devra obtenir son affiliation à la Société Française de Cautionnement Mutuel pour un montant de 1 200 euros, compte tenu du montant moyen mensuel des recettes.

Article 8 : le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé conformément à la réglementation en vigueur.

13-107) RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE – REPARTITION 2012 – LISTE PRINCIPALE

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 12.216 du 19 décembre 2012, le programme concernant les opérations susceptibles d'être éligibles au titre de la répartition des recettes des amendes de police a été établi comme suit :

- Création d'une aire d'arrêt de bus place Joseph Hubert
Total HT 5 687.50 €
Total TTC 6 802.25 €

- Création d'un parking pour la gare
Total HT 152 194.48 €
Total TTC 182 024.60 €

- Signalisation des passages piétons aux abords de la gare
Total HT 1 200.00 €
Total TTC 1 432.20 €

- Création d'aménagements piétonniers aux abords de la gare
Total HT 34 588.90 €
Total TTC 41 368.32 €

- Création de pistes cyclables aux abords de la gare
Total HT 12 765.30 €
Total TTC 15 267.30 €

L'attribution de la subvention correspondante a été effectuée auprès du Conseil Général.

Par circulaire du 18 mars 2013, le ministre de l'Intérieur a fixé à 795 807 € la dotation 2013 relative aux recettes des amendes de police revenant aux communes de moins de 10 000 habitants du département d'Ille et Vilaine.

Au cours de la réunion du 27 mai 2013, la Commission permanente du Conseil Général a arrêté la liste des communes bénéficiaires ainsi que le montant de l'attribution leur revenant.

La ville de Combourg a été retenue pour la réalisation des travaux suivants :

- Aires d'arrêt de bus place Joseph Hubert :	739 €
- Parcs de stationnement place Joseph Hubert :	6 260 €
- Aménagements piétonniers protégés place Joseph Hubert :	4 652 €
- Pistes cyclables protégées place Joseph Hubert :	1 659 €

Soit un montant total de	13 310 €
--------------------------	----------

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'accepter la somme proposée et de s'engager à faire exécuter les travaux prévus dans les plus brefs délais.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE la somme proposée et S'ENGAGE à faire exécuter les travaux prévus dans les plus brefs délais.

13-108) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 10 juin 2013 au 8 juillet 2013**, à ce titre, ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée

Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Fourniture et produits d'entretien, d'hygiène et petits matériels : <u>Hygiène Restauration LOT 1</u>	ETS CHENU-35409 ST MALO GAMA 29 – 35771 Vern sur Seiche SANITAL – 22250 Broons Groupe LE GOFF - 35000 RENNES		Marché à bon de commande pas de montant
Fourniture et produits d'entretien, d'hygiène et petits matériels : <u>Sacs Poubelle, LOT 2</u>	Groupe LE GOFF - 35000 RENNES Interpack – 14130 LE TORQUESNE GAMA 29 – 35771 Vern sur Seiche CHENU – 35409 St Malo ARDDI – 07290 Ardoix		Marché à bon de commande pas de montant
Fourniture et produits d'entretien, d'hygiène et petits matériels : <u>BROSSERIE, LOT3</u>	Groupe LE GOFF - 35000 RENNES GAMA 29 – 35771 Vern sur Seiche CHENU – 35409 St Malo		Marché à bon de commande pas de montant
Fourniture et produits d'entretien, d'hygiène et petits matériels : <u>ESSUYAGE, LOT4</u>	Groupe LE GOFF - 35000 RENNES GAMA 29 – 35771 Vern sur Seiche CHENU – 35409 St Malo		Marché à bon de commande pas de montant
Fourniture et produits d'entretien, d'hygiène et petits matériels : <u>PRODUITS D'ENTRETIEN, LOT5</u>	Groupe LE GOFF - 35000 RENNES GAMA 29 – 35771 Vern sur Seiche SANITAL – 22250 Broons CHENU – 35409 St Malo		Marché à bon de commande pas de montant
Fourniture et produits d'entretien, d'hygiène et petits matériels : <u>Hygiène Petite Enfance LOT6</u>	SAS LABORATOIRE RIVADIS – 79100 LOUZY		Marché à bon de commande pas de montant
Mobilier Ecole Maternelle	CAMIF COLLECTIVITE – RENNES MILLENIUM – 79260 LA CRECHE STAPLES – 95478 FOSSES	20 541.29 - offre Irrégulière -Non répondu	24 567.38
LIVRES pour la Médiathèque Littérature et documentaire pour les adultes et les adolescents LOT 1	Tournez La Page – 35270 Combourg Droguerie de Marine – St Malo Forum Privat – Rennes Le Grenier – Dinan Les Rouairies – Dinan		Marché à bon de commande pas de montant

LIVRES pour la Médiathèque <u>Fictions</u> et <u>documentaires</u> <u>enfants</u> <u>LOT 2</u>	La Courte Echelle – 35000 RENNES Droguerie de Marine – St Malo Le Failler – Rennes Le Grenier – Dinan Les Rouairies - Dinan		Marché à bon de commande pas de montant
LIVRES pour la Médiathèque <u>Bandes dessinés tous</u> <u>publics</u> <u>LOT 3</u>	Librairie Ty Bull – 35000 Rennes Droguerie de Marine – St Malo Le Failler - Rennes Le Grenier – Dinan Les Rouairies – Dinan M'enfin - Rennes		Marché à bon de commande pas de montant

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

13-109) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 5 juin 2013 (**DIA n° 15**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles section AD n° 709, 295 et n°109, d'une superficie totale de 302 m² et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 2 juillet 2013 (DIA n° 16) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles section AH n° 452 et n° 455, d'une superficie totale de 602 m² et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 2 juillet 2013 (DIA n° 17) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AM n° 114, d'une superficie totale de 10 814 m² et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 2 juillet 2013 (DIA n° 18) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 315, d'une superficie totale de 315 m² et supportant un commerce

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

13-110) MOTION DE SOUTIEN AUX SALARIES DE LA FILIERE AUTOMOBILE EN ILLE ET VILAINE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la Municipalité de Combourg a reçu un appel à soutien du Conseil Municipal de Chartres de Bretagne (site de PSA La Janais) concernant la filière automobile en Ile et Vilaine.

En effet, en juillet dernier, le groupe PSA annonçait la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois ainsi que des milliers de licenciements dans ses différentes usines et centres d'études, notamment la **suppression de 1 400 emplois sur le site de la Janais à Chartres de Bretagne**. Cette usine a perdu plus de 6 000 emplois entre 2006 et 2013.

A terme, ce nouveau plan de restructuration condamne toute la filière automobile d'Ile et Vilaine et, à travers elle, des pans entiers de l'économie locale et bretonne, notamment au niveau de la sous-traitance et des prestataires de service.

C'est pourquoi un appel aux élus est demandé pour :

- Le redéploiement de la filière automobile en Ile et Vilaine
- Soutenir l'emploi dans ce bassin de vie
- Solliciter une réponse adaptée de l'Etat

Monsieur LE BESCO demande au Conseil Municipal d'apporter son soutien à la filière automobile en Ile et Vilaine en demandant aux Instances Gouvernementales de recevoir en urgence une délégation composée d'élus et de représentants des salariés de toute la filière pour engager une politique de redressement productif.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** d'apporter son soutien à la filière automobile en Ile et Vilaine, tel que précisé ci-dessus.

Avant de clore la séance, le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la lettre adressée par le Préfet (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) suite à la délibération n° 13-89 du 19 Juin 2013 concernant le vœu pour le maintien des centre d'examen du Code et du Permis de Conduire à Combourg

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 25.

CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 17 JUILLET 2013

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

1. Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
2. Communauté de Communes – Composition du Conseil Communautaire suite à l'extension du périmètre de l'EPCI au 1^{er} Janvier 2014
3. Nouvelle composition du Conseil Communautaire après les élections municipales de Mars 2014
4. Vente de terrains en vue de la construction d'un pôle Santé – Modification des conditions de vente
5. Modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme
6. La Gaverière – Numérotage
7. La Repichère – Numérotage
8. Beaumont/Noë de Beaumont – Numérotage
9. Médiathèque – Désherbage des Collections
10. Médiathèque – Vente de livres après désherbage – Fixation du prix de vente des livres
11. Tarifs cantine – Rentrée scolaire 2013-2014
12. Location d'un logement communal – 8 bis Avenue des Cytises
13. Suppression de la régie de recettes – Cyber Commune
14. Suppression de la régie de recettes – jetons de chauffage
15. Suppression de la régie de recettes – photocopies
16. Suppression de la régie de recettes – halte-garderie
17. Création d'une régie de recettes – multi-accueil Ribambelle
18. Recettes provenant du produit des amendes de police relatives à la circulation routière – Répartition 2012 – Liste principale
19. Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des marchés publics
20. Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
21. Motion de soutien aux salariés de la filière automobile en Ille et Vilaine